

INTRODUCTION

LA RADICALITÉ DE L'AUTONOMIE

«Il y a un socialisme des choses bien plus intéressant que le socialisme des socialistes.»

(G. Sorel, «L'éthique du socialisme»,
Revue de métaphysique et de morale, mai 1899.)

Cela fait quarante ans qu'en France, des historiens se sont entêtés à faire connaître l'œuvre foisonnante de Georges Sorel (1847-1922)¹. Mais préjugés déformants et poncifs caricaturaux ont continué longtemps de s'abattre sur ce philosophe social. Non seulement en provenance de la gauche modérée (les historiens Zeev Sternhell, Michel Winock, François Furet, etc.), mais aussi, depuis toujours, sous la plume de révolutionnaires de toute sorte (Lénine², Marcuse³,

-
- 1 En mai 1982 eut lieu le premier colloque sur Sorel jamais organisé en France. Voir les actes : Jacques Julliard, Shlomo Sand (dir.), *Georges Sorel en son temps*, Paris, Éd. du Seuil, 1985. En 1983 naissaient les *Cahiers Georges Sorel*, devenus ensuite *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*. La revue annonce sur son site la publication d'environ 800 pages inédites de Sorel tout au long de son existence (voir revue1900.org). Le numéro 32 (2014), *Sorel méconnu*, est entièrement consacré à la pensée de Georges Sorel, ingénieur et philosophe. Je remercie Michel Prat, l'un des fondateurs de la Société d'études soréliennes qui édite cette revue, pour ses remarques érudites et pour l'œil philologique expert qu'il a porté sur ce travail.
 - 2 Pour Lénine, dans *Matérialisme et empiriocriticisme* (1908), Sorel est un «brouillon notoire» (trad. de Jutta Scherrer). Dans la traduction française, plus approximative, un «confusionniste bien connu».
 - 3 Herbert Marcuse, dans l'essai «Autorité et famille» (1936), voit en Sorel un précurseur de l'État totalitaire.

Sartre¹, Régis Debray², etc.), sinon d'inconditionnels des Lumières (Daniel Lindenberg, Pierre-André Taguieff) qui, au moins, l'ont étudié de près et se bornent à lui décerner la palme de l'ambivalence, voire de l'ambiguïté. On en oublierait presque qu'Antonio Gramsci, le jeune György Lukács, Karl Korsch, Walter Benjamin, le socialiste libéral italien Piero Gobetti, le marxiste et indianiste péruvien José Carlos Mariátegui, l'anarchiste allemand Carl Einstein ou encore le marxologue et conseiller Maxmilien Rubel ont pris le contre-pied de cette vulgate en sachant extraire la moelle substantielle d'une pensée subversive³. Nous nous mettons dans les pas de ces derniers – non sans souligner et saluer les avancées de nature historiographique et interprétative qui ont émaillé la recherche sorélienne ces dernières années en France et encore davantage ailleurs⁴.

L'ouvrage s'organise autour d'études qui, au fil de chapitres que l'on peut lire séparément, abordent les thèmes saillants qui façonnent la réflexion multiforme de Georges Sorel. Cette enquête, qui emprunte aux outils de l'historien, ne vise pas à fixer un corpus doctrinal qui pourrait, par aventure, nous apporter des lumières sur le cours révolutionnaire le plus souhaitable. Sorel rechigne à tout système explicatif, programme d'action ou prescription utopique : le mythe, qu'il exalte, en est le parfait antidote. Pluraliste, mouvante et toujours inaboutie, sa pensée ne peut « clore l'ère des doutes, en apportant des solutions définitives » :

Je n'ai aucune aptitude – *affirmait-il* – pour un pareil office de définisseur : chaque fois que j'ai abordé une question, j'ai trouvé que mes recherches aboutissaient à poser de nouveaux problèmes, d'autant plus inquiétants que j'avais poussé plus loin mes investigations. [...] Mon ambition est de pouvoir éveiller parfois des vocations. (R¹ : 7.)

-
- 1 Pour Jean-Paul Sartre, dans sa préface aux *Damnés de la terre* de Frantz Fanon (1961), Sorel commet des « bavardages fascistes ».
 - 2 Pour le guévariste Régis Debray, dans *Révolution dans la révolution ?* (1967), « la guérilla est à la jacquerie ce que Marx est à Sorel ».
 - 3 Ne citons que l'opinion de ce dernier, exprimée en 1947 : « La doctrine du syndicalisme révolutionnaire préconisée, au début de ce siècle, par la "nouvelle école" des G. Sorel, E. Berth et Arturo Labriola apparaît, rétrospectivement, comme une des formes les plus intéressantes d'un fécond renouveau de la pensée de Marx. » (Maximilien Rubel (dir.), *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, Paris, Payot, 1970, t. 1 : *Sociologie critique*, p. 51.)
 - 4 Voir, par exemple, Eric Brandom, Tommaso Giordani (éd.), *Georges Sorel's Study on Vico*, Leiden-Boston, Brill, 2020 ; Tommaso Giordani, « On Sorel and Bergson: The impact of Bergsonian ideas on Sorel's *Reflections on Violence* », *Lo Sguardo. Rivista di filosofia*, 26, 2018, p. 163-181, sur losguardo.net ; Alice Ingold, « Penser à l'épreuve des conflits. Georges Sorel ingénieur hydraulique à Perpignan », *Mil neuf cent*, 32, 2014, p. 11-52 ; Philippe Blouin, *L'éthique dans la philosophie politique de Georges Sorel*, mémoire, Montréal, Université de Montréal, 2011.
 - 1 La liste des œuvres de Sorel mentionnées par des lettres en majuscule est donnée en fin de volume.

Quant au choix de textes de Sorel qui suivent dans la seconde partie, il a pour but de présenter ses prises de position les plus engagées sur le plan philosophique et politique. Ces prises de position militent en faveur d'une réception non dogmatique de Marx qui aboutit à une théorie originale de l'autonomie prolétarienne. Alors que les *Réflexions sur la violence*, l'œuvre standard et la plus connue de Sorel, ont été le matériau galvaudé avec lequel ses interprètes de droite ont bâti leur lecture autoritaire (Pierre Lasserre) et «décisionniste» (Carl Schmitt) ou qui a servi à ses détracteurs de gauche pour l'ostraciser, ces textes offrent un aperçu nouveau, plus percutant et intelligible, de la philosophie politique de Sorel. À l'exception de *L'avenir socialiste des syndicats*, ils sont pour la plupart méconnus, voire inconnus du public francophone : ils ont été en majorité livrés en Italie, l'autre pays du syndicalisme révolutionnaire auquel Sorel confia, sans se censurer, ses commentaires politiques et réserva la publication de deux livres importants (l'un sur la crise du marxisme, l'autre sur l'économie contemporaine). C'est aussi avec ce pays qu'il entretint d'étroites relations intellectuelles ou militantes (il correspondit, et parfois pendant de longues années, avec Cesare Lombroso, Antonio Labriola, Benedetto Croce, Vilfredo Pareto, Guglielmo Ferrero, Giuseppe Prezzolini, Mario Missiroli et avec les syndicalistes révolutionnaires Enrico Leone, Arturo Labriola et Agostino Lanzillo). L'Italie fut «sa seconde patrie spirituelle» où son «engagement syndicaliste» exerça sans doute un ascendant plus grand qu'en France, comme l'affirma l'essayiste Giuseppe Prezzolini.

«L'amour de l'Italie et l'amour de la Russie complétaient dans son esprit sa passion pour le socialisme [...]. Son œuvre est une singulière et très fine *théorie de la révolution*», synthétisait dans sa nécrologie, en 1922, Arturo Labriola¹. Georges Sorel est donc un socialiste passionné à la fibre révolutionnaire. Sa tâche, inlassablement poursuivie : «Ruiner le prestige de la culture bourgeoise» (R : 35). Voilà, sans détour, l'essentiel. Mais l'intérêt théorique qu'il convient de lui porter et, partant, son actualité proviennent du fait que la révolution n'a jamais été pour lui un but en soi inscrit dans la sphère du politique et préparé par un organe politique dédié, le parti. Sorel a été de la trempe des Proudhon et des Gustav Landauer qui ont disserté sur la révolution sans jamais la concevoir ni comme un «grand soir» ni comme la réalisation d'un programme préparé par des intellectuels et des théoriciens ou bien encore porté par des appareils politiques séparés des masses et de leurs pratiques. Il a donc pesté sans relâche contre «les socialistes en place [qui] sont des esprits prodigieusement étroits et sectaires²». Il a détesté les saint-simoniens pour leur sacerdoce technocratique et élitiste,

1 Arturo Labriola, «Giorgio Sorel», *Pagine libere*, IX, 9, septembre 1922, p. 281-285.

2 Lettre inédite de Sorel à Auguste Brutails du 11 avril 1895, Bibliothèque de l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3.

et les socialistes utopistes à la Fourier pour leurs plans sur la comète, mais a reconnu que l'utopie avait du bon lorsqu'elle délaissait la politique pour se loger dans des expériences concrètes de réforme sociale.

Pour Sorel, qui rejoignait à cet égard Karl Marx, la révolution n'est rien que l'émancipation suivant son cours. Ce processus a son chemin : il transforme la société par la création d'institutions autogérées fondées sur un droit nouveau¹. La révolution n'est qu'au bout de ce chemin : comme Marx l'entendait aussi, «les classes ouvrières auraient acquis la capacité juridique et politique avant de pouvoir triompher» (texte 1 de l'anthologie qui suit : 95). Aussi la question de la «préparation» est-elle au centre de l'essai le plus ouvrier jamais conçu par Sorel, *L'avenir socialiste des syndicats*. Étranger au spontanéisme de masses en révolte, Sorel prôna l'action consciente des groupes ouvriers (chap. 5), formant l'avant-garde de la classe ouvrière (chap. 2). Corrélativement, l'émancipation humaine n'était envisageable à ses yeux que par le biais de l'*autonomie* – Émile Pouget évoquait une «culture de l'autonomie²» – que les hommes et les femmes auraient réussi à dégager face à l'État, non pas aboli mais réduit à sa plus simple expression.

Sorel a été l'un des premiers marxistes en France à apercevoir et dénoncer par le menu les stratagèmes républicains qui visent à intégrer politiquement une population se trouvant ainsi amadouée, privée d'initiative et livrée aux consolations matérielles. En percevant que la domination ne s'affirme pas seulement par la force brutale de l'État, mais autant par l'ordre hiérarchique imposé à la société, il n'a cessé de montrer du doigt les stratégies de «séduction» – c'est son vocable – mises en œuvre par la classe politique pour s'attirer les faveurs des masses ouvrières avec pour seule fin d'assurer la prédominance d'une élite sur une autre. Dès lors, craignait-il, l'alternance des élites au pouvoir risquait de ne rien changer – inspiré par Sorel, mais fataliste, le sociologue Vilfredo Pareto en fera la théorie – (chap. 2). Au nombre de ces dispositifs subtils ayant pour fin d'assurer la domination, il comptait :

1. La politique de conciliation sociale que mènent, en France, les gouvernements et le Parlement dirigés ou appuyés par les coterie bourgeoises et intellectuelles du radicalisme et du socialisme politicien (convergeant ainsi avec les catholiques sociaux) (textes 2, 6 et 9).

2. Les directions syndicales en connivence avec ce personnel politique républicain, prêtes à négocier pour un plat de lentilles leur renoncement au combat (texte 10).

3. Le recours aux arbitrages de l'État et de conseils paritaires se substituant aux lois et au Code civil (qui font alors office de Code du travail) (texte 3).

1 Patrice Rolland, «Sorel et le "moment syndical" de la pensée du droit», dans Carlos Miguel Herrera (dir.), *Georges Sorel et le droit*, Paris, Kimé, 2005, p. 56-81.

2 Bastien Cabot, «Une culture de l'autonomie ? Syndicalisme révolutionnaire et culture des producteurs», *Mil neuf cent*, 35, 2017, p. 19-40.

4. Le référendum ouvrier décidant de la grève légale et obligatoire (que défendait Jean Jaurès) (texte 3).

5. L'École républicaine, dont le principe méritocratique entretient paradoxalement l'inégalité sociale (chap. 2).

6. Les médias (les journaux, à son époque) qui ont pour tâche de fabriquer l'opinion publique à l'aide de formules creuses plus proches de la publicité que du raisonnement et de l'observation (chap. 3).

Ses amples mises en garde contre la séduction déployée par le système ne sont pas sans rappeler les analyses d'Herbert Marcuse des années 1960 sur l'intégration de la classe ouvrière dans la société d'opulence, à la différence près que, à l'époque de Sorel, le procès de soumission volontaire n'en était encore qu'à ses balbutiements.

Sorel nourrissait un pessimisme foncier, mais il en faisait une arme contre la résignation. Face aux sirènes de l'intégration, il tenait un remède qu'il tirait de la pratique de la CGT syndicaliste révolutionnaire, qui vote la Charte d'Amiens en 1906 : c'est en cultivant d'emblée leur altérité vis-à-vis des fonctionnements hiérarchiques, qu'ils soient d'ordre économique ou politique, que les hommes et les femmes, réunis sur leur lieu de production, gagnent en capacité de se gouverner et en capacité de gérer les affaires. C'est parce que Sorel était un *théoricien de l'autonomie* qu'il était un partisan irréductible de la séparation de classe et un opposant offusqué à la collaboration des ouvriers auto-organisés avec les appareils du système. Assurément, Sorel apparaît ici comme un précurseur de ce courant de l'*autonomist Marxism* qu'a été l'«opéraïsme» italien des années 1960¹. On comprend aussi que des syndicats français, tels que la CFDT autogestionnaire, puis SUD et la CNT, se réclameront de la tradition syndicaliste révolutionnaire résumée par l'action directe².

Quant à la violence, elle était conçue par l'auteur des *Réflexions* comme l'instrument par excellence de cette rupture sociale que présuppose la nouvelle civilisation de l'après-capitalisme (chap. 6, texte 6). Non pas que la violence aide à engendrer un ordre social, elle ne fait qu'enflammer de son âcre carburant le fossé qui se creuse entre l'ordre ancien et le nouveau en gestation. Car la société se fabrique d'elle-même : c'est par l'«esprit d'invention» qu'elle modèle le futur. Le mythe chez Sorel, en tant qu'imaginaire délivré des projets planificateurs des intellectuels politiques, n'a rien

1 George Ciccariello-Maher, «Detached irony toward the rest: Working-class oneness from Sorel to Tronti», *The Commoner*, 11, printemps 2006, p. 54-73, sur thecommoner.org. Ce courant, qui s'en est toujours défendu, a souvent été taxé de «soréllisme» (voir, par exemple, Raffaele Sbardella, «Anche Toni Negri è uno di quelli che vengono da lontano, da Sorel», *Quotidiano dei lavoratori*, 19-20 février 1978).

2 Voir Irène Pereira, «L'actualité d'une idéologie de la Belle époque. Le syndicalisme révolutionnaire», *Les Cahiers psychologie politique*, 20, janvier 2012, sur lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique.

à voir avec l'élan vital bergsonien, mais est bel et bien un enthousiasme et une volonté qui mobilisent les capacités créatrices du mouvement social¹. Transposé dans les réalités sociales contemporaines, il a impulsé et vivifié les ronds-points des Gilets jaunes réfractaires à toute direction et représentation. Cette effervescence ne relaie point une utopie cloisonnée et toute faite qui se projette au loin. Le mythe est au contraire une utopie concrète et pragmatique à visée rapprochée qui surgit d'en bas et s'oppose aux constructions idéologiques en surplomb. Il regarde l'avenir mais travaille la société au présent. Là aussi, il est possible de faire un parallèle avec « l'institution imaginaire de la société » que Cornelius Castoriadis, chérissant l'autonomie du sujet, mit en forme dans les années 1970, à l'époque où s'épanouissaient les « nouveaux mouvements sociaux ».

Théoricien des mobiles, Sorel a réfléchi toute sa vie à ce qui fait mouvoir les masses (chap. 4). En adhérant à la philosophie marxiste de l'histoire, en 1893, il s'est comporté en néophyte zélé en en faisant une lecture déterministe et mécaniste. Mais peu d'années après, comme en témoigne *L'avenir socialiste des syndicats* écrit en 1897-1898, il fut amené à tableur sur le mouvement – l'action transformatrice, l'entraînement à autogérer des institutions ouvrières de type syndical, mutuelliste ou coopératif – et non pas sur une révolution qui aurait découlé de la catastrophe fatale du capitalisme. *L'avenir socialiste des syndicats* comportait une conclusion qui renversait opportunément son titre : « Pour résumer toute ma pensée en une formule – écrivait-il –, je dirai que tout l'avenir du socialisme réside dans le développement autonome des syndicats ouvriers. » (Texte 1 : 122.) Cette perspective était originale au sein même du camp révisionniste en ce qu'elle consistait à mettre au rebut l'action étroitement politique². Forgeant ainsi un « révisionnisme de gauche » inédit, elle se confondait avec les visées du syndicalisme révolutionnaire dont Sorel contribua à étoffer la théorie aussi bien en France qu'en Italie. Le syndicalisme révolutionnaire se trouvait ainsi dépouillé des différentes nuances du marxisme de la II^e Internationale, qu'elles fussent révisionniste ou orthodoxe (chap. 1^{er}).

Le marxisme de Sorel n'échappait pas cependant à son époque. Dès que Sorel quittait le domaine de l'action pour aborder celui de l'économie, il rejoignait la pensée dominante de son temps : pensée marxiste, mais pensée bourgeoise aussi. Les deux étant inextricablement liées car toutes deux pénétrées des principes productivistes de l'économie politique classique. Sorel concevait le travail moderne comme le fruit de l'effort conjoint de

1 Willy Gianinazzi, *Naissance du mythe moderne. Georges Sorel et la crise de la pensée savante (1889-1914)*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2006.

2 Voir Michel Prat, « Une lettre d'Eduard Bernstein à Sorel », *Cahiers Georges Sorel*, 1, 1983, p. 124-133 ; *id.*, « Lettres de Georges Sorel à Eduard Bernstein (1898-1902) », *Mil neuf cent*, 11, 1993, p. 141-197.

l'ingénieur et de l'ouvrier qui miment l'artiste par intelligence, créativité et esprit d'innovation (chap. 3). Dans *Les illusions du progrès*, il brocarda l'idéologie du progrès de Condorcet et des Lumières mise au service du mercantilisme bourgeois en ayant grand soin de la distinguer de progrès pratiques autrement louables, ceux de la technique présidant à l'essor industriel. Il partageait avec Marx, et avec tous ses contemporains – du révisionniste Eduard Bernstein aux orthodoxes Karl Kautsky, Antonio Labriola et Lénine, sans oublier l'anarchiste Pierre Kropotkine dont Sorel avait lu *La conquête du pain* –, l'idée selon laquelle la société des producteurs libres ne naîtra pas des ruines du capitalisme, mais au contraire du plein développement de ses forces productives. Aussi, après la Première Guerre mondiale, fit-il l'éloge du système Taylor aux méthodes « scientifiques et modernes », voisinant ainsi avec les communistes Lénine, Trotski et Gramsci. Peu après que Lénine en eut appelé à la discipline du travail, il rédigea une « Apologie pour Lénine » qui reposait sur ce présupposé (texte 11). Sa valorisation du travail s'expliquait aussi par l'emprise que l'œuvre de Proudhon ne cessa d'exercer sur sa pensée.

Cela étant, son parti pris en faveur du bolchevisme n'infléchissait pas la fidélité à ses propres choix politiques : aussi jugea-t-il équivoque la formule de dictature du prolétariat¹, qu'il avait déjà récusée à l'époque des *Réflexions sur la violence*, et entreprit-il de défendre une conception du pouvoir à la base, fondé sur les soviets².

* * *

Face à l'emprise de la domination dénoncée par Sorel sous toutes ses formes, qui plus d'un siècle plus tard ne nous paraît guère caduque tant elle s'est renforcée par le biais d'agencements technocratiques et financiers mondialisés qui ont réussi à soumettre les États à leurs exigences néolibérales, la résistance que conçoit Sorel est à la mesure de l'enjeu : elle commande d'opérer la « scission » en grippant le système. De son temps, ce philosophe de l'action pensait à une *catharsis* de la révolution par la grève générale, par l'usage concerté de la violence et par l'entraîn de mythes, véhicules d'espérance. Aujourd'hui que la classe ouvrière a périclité (sociologiquement et idéologiquement) tandis que l'emprise de la marchandise et de l'argent s'étend partout, c'est à d'autres formes de résistance que le système et l'élite politique s'exposent. Elles semblent parfois prendre les contours de l'obsession identitaire (souvent sous couvert de religion), de l'égoïsme national et de la violence barbare – sans grand avenir, faut-il espérer. Dans

1 « Una formula equivoca », *Il Resto del Carlino*, 18 novembre 1919.

2 « Aperçu sur les utopies, les soviets et le droit nouveau » (janvier 1920), Neil McInnes (éd.), *Les Cahiers de l'Institut de science économique appliquée*, série S, V, 121, janvier 1962, p. 81-112.

ce cas, elles ajoutent encore à la déliaison sociale. Mais elles passent le plus souvent par un *acte de refus*, individuel ou collectif, qui, de manière diffuse et sur toute la planète, investit tour à tour les relations de travail, les échelles de production, le rapport instrumentalisé au milieu naturel et au vivant, les modes de consommer, les façons de s'alimenter, d'habiter, de voyager – en définitive, la vie tout entière.

Il faut parfois fournir un effort pour comprendre le propos de Sorel non seulement parce que les tenants et aboutissants de sa pensée ne sont pas toujours clairs aux yeux du lecteur contemporain, mais aussi parce que sa réflexion est ancrée dans une culture de la « résistance » ouvrière qui a aujourd'hui quasiment disparu (sait-on seulement qu'il fut un temps où les syndicats se désignaient par ce substantif?). Il n'empêche, Sorel nous aide à penser. Il aide à ce que la pensée critique contemporaine trace des perspectives idéelles et pratiques pour dégager, dans la jungle du libéralisme dominant, des clairières d'autonomie sociale faites de coopération extra-marchande et de création de « communs » en tous genres. Plus que jamais, Sorel vaut d'être lu : son enthousiasme et son obstination à repérer et élucider les allants populaires qui nous meuvent vers la liberté sont communicatifs.